

CAFE GOUVERNANCE

Thème : La refondation de la gouvernance en Afrique : enjeux et défis

ANIMATEURS :

SIDIKI ABDOU DAFF, Expert ARGA

FALILOU MBACKE CISSE, Expert ARGA

Les « Café gouvernance » de l'IGAC (institut pour la gouvernance en Afrique centrale) sont un espace de débat sur les questions de gouvernance qui permet de croiser des regards et partager des paroles de divers acteurs intéressés par la gestion des affaires publiques. C'est dans la même optique, que le café gouvernance, dont le présent rapport rend compte a été organisé le 29 avril 2011 dans la salle de conférence de l'IGAC, en présence d'un public constitué de représentants d'ONG et d'associations, de chercheurs et d'étudiants. Démarré à 12h30, les échanges ont pris fin autour de 14heures. Les échanges étaient modérés par M. Claude MBOWOU, chercheur à l'IGAC. Ils se sont déroulés en quatre articulations selon l'ordre suivant :

- La présentation de l'IGAC par son secrétaire Général, M. MOUAFO DJONTU
- La présentation de la Communication de M. FALILOU
- L'intervention de M. SIDIKI
- Les échanges avec le public
- Le Mot du Directeur Exécutif de l'IGAC, M. Cirille NYECK

L'EXPOSE DES COMMUNICATIONS ET DES ECHANGES EST RAPPORTE

AINSI QU'IL SUIIT :

Au cours d'une intervention d'une quarantaine de minutes d'horloge M. **FALILOU** a développé une communication, fort appréciée par le public présent, traitant des problématiques des **politiques publiques de base (PPB)** en Afrique dans un contexte de crise de l'Etat africain postcolonial. De cette communication, il s'est dégagé un ensemble de clarifications sur les principales articulations des PPB. La nature des enjeux par rapport auxquelles elles sont censées être une réponse, les problèmes que pose leur formulation actuelle.

Sur les principales articulations des PPB :

L'intervenant a indiqué que les politiques publiques de bases constituent un ensemble fortement articulé, imbriqué et homogène qui, dans une optique scientifique ou pédagogique, peut être ramené à trois principales composantes intrinsèquement liées. De sorte que métaphoriquement, les PPB seraient comme un arbre dont les trois principales parties, en l'occurrence, les racines, le tronc, les feuillages et fruits sont respectivement décrites ci-dessous :

1. *La Gouvernance locale* qui renvoie aux espaces et modalités d'institution et de régulation du vivre ensemble et d'élaboration du projet collectif porteur de sens et d'intérêt pour l'ensemble de la communauté et pour chaque citoyen au niveau local.
2. *La décentralisation* qui se rapporte à l'organisation sociopolitique, à l'ingénierie institutionnelle requise pour organiser les rapports entre acteurs institutionnels et non institutionnels
3. *Le Développement local* qui renvoie à tout ce qui pourrait pourvoir au besoin naturel qui est celui des Hommes de se regrouper autant que cela est nécessaire pour qu'ils puissent satisfaire leurs intérêts et besoins matériels et immatériels.

Sur la nature des enjeux dont les PPB constituent des réponses :

On retient que les PPB résultent :

1- De la crise de l'Etat africain postcolonial.

Cette crise a culminée dans les années 1990 avec la forte interpellation des gouvernants à travers des vagues contestataires ayant abouti dans certains pays à l'organisation des conférences nationales dites souveraines. Crise tenant fondamentalement du fait que Les Etats ne sont qu'un fantôme dans nos différents pays et n'ont que la symbolique et les apparences des Etats occidentaux que nous essayions d'imiter. La question de la réalité de l'enracinement social de l'Etat et de la vérité de son utilité collective s'était ainsi posée. D'où la nécessité de repenser l'Etat dans sa conception, sa logique et sa méthode.

2- De la crise de la gouvernance.

La gouvernance c'est l'art de réguler une société pour qu'elle soit stable, harmonieuse et prospère. Or l'Etat en Afrique n'a pas eu l'intelligence d'élaborer des modes de régulation qui soient à la fois des éléments de régulation du vivre ensemble et des éléments pour construire un projet collectif. Lequel serait, comme on se le représente pour toute communauté humaine, de travailler pour une communauté prospère dans laquelle chaque citoyen pourrait voir ses préoccupations matérielles et immatérielles satisfaites. La crise de la gouvernance traduit à la fois un déficit de régulation et un déficit de projet collectif.

3- De l'engagement des gouvernants à améliorer les conditions de vie des populations.

A cet effet des voies de l'avenir étaient indiquées : démocratisation et décentralisation. C'est-à-dire accorder beaucoup plus d'importance à l'échelle locale dans la définition et la gestion des affaires publiques. Les affaires que nous avons en partage. Il s'agissait en claire de remettre en débat notre vivre ensemble pour le consolider et le propulser vers des lendemains meilleurs.

4- La reconnaissance du potentiel stratégique de l'échelle locale :

Il faut des fondations solides à nos Etats. Lesquelles sont posées à partir de l'échelle locale. Construire l'Etat à partir du haut c'est comme construire sa maison à partir du toit. Si nous voulons que nos Etats soient solides et crédibles, le

local doit être la brique de base de la refondation sociopolitique de l'Etat. Elle doit être la fondation solide sur laquelle il faut bâtir l'Etat. A cet effet, le potentiel du local par rapport aux défis qui sont ceux de l'Etat africain postcolonial, peut se décliner de manière non exhaustive sur plusieurs dimensions :

- **Au plan politique** : C'est une échelle qui donne sens à la notion de citoyenneté. C'est à ce niveau qu'on peut intégrer le citoyen à la tuyauterie institutionnelle de l'Etat. Sa distance à ce niveau avec les institutions étant plus réduite. Il peut ainsi participer à la définition de l'action publique, contribuer à sa mise en œuvre et au suivi évaluation.
- **Au plan du développement socio-économique** : C'est aussi une échelle importante parce que toute ressource, toute activité productrice, même immatérielle, se déroule nécessairement sur un territoire. Qu'on soit dans l'exploitation des matières premières ou dans le domaine des services, on a les pieds sur un territoire. On ne peut donc pas imaginer un projet de développement qui ne passe pas par les lieux d'ancrage des ressources et des potentiels.
- **Au plan des enjeux d'intégration** : la dynamique unitaire pour être pertinente doit se construire à la fois par le haut et par le bas. Si les citoyens, les organisations sociales et les peuples ont une place dans la construction de l'intégration, c'est au niveau local où ces acteurs sont implantés qu'il faut ancrer cette dynamique. Il faut donner une dimension territoriale au projet d'intégration. L'accent que met l'Europe sur les régions est à cet égard exemplaire.
- **Au plan culturel** : l'une des grandes tares de nos institutions c'est qu'elles ne reflètent pas l'âme de nos sociétés. Elles n'intègrent pas suffisamment et officiellement la personnalité socioculturelle de nos communautés. Pour y remédier, c'est au niveau local qu'il est possible d'inventer des institutions inclusives dans lesquelles on pourrait retrouver des légitimités traditionnelles et religieuses à côté d'élus locaux.

Sur les problèmes que pose la formulation des PPB :

L'intervenant a principalement relevé qu'on a en fait une réforme administrative en lieu et place d'un projet de refondation sociopolitique. Pour cause :

1- La réforme est technocratique, élitiste et non démocratique et inclusif

Une dérive qui résulte de la maladresse dans la présentation des processus de réforme et de formulation des PPB. Les politiques de décentralisation sont présentées comme une idée originale des gouvernants ou comme l'expression de la magnanimité du Chef de l'Etat. Une attitude qui suscite des malentendus en en faisant l'affaire d'un homme. D'où la propension à son accaparement par les techniciens de nos administrations

2- L'extraversion du processus

Nos administrations procèdent généralement par des opérations de collecte, parfois syncrétique, des contenus des textes des pays d'Europe. En omettant de s'interroger sur la possibilité d'identifier dans les modes de gestion traditionnelle de nos sociétés des éléments susceptibles d'être capitalisés.

3- Accaparement au plan politique

Les hommes politiques considèrent le niveau local comme un tremplin pour le niveau central. Le niveau local est encore inféodé au niveau central au point où les Etats majors politiques centraux vont jusqu'à désigner les têtes de listes pour une élection locale.

4- Le principe de libre administration des collectivités locales est bafoué

L'ingénierie juridique mis en place ne correspond pas aux principes proclamés. Les actes majeurs des collectivités locales restent soumis à l'appréciation de l'administration. Le niveau local est pourtant censé être un niveau majeur capable de prendre les décisions et de les appliquer conformément à la loi. Si l'Etat n'est pas d'accord, l'Etat saisi une juridiction administrative qui tranche. Le niveau local apparaît donc encore dans les faits comme un mineur sous tutelle.

Au regard de tous ces manquements, la mobilisation du potentiel de cette échelle est encore illusoire. Il nous faut être porté sur l'innovation pour réajuster les choses pour que le

local soit porteur de tous les espoirs dont il est investi pour redonner du sens à notre vivre ensemble.

M. **SIDIKI** est quant à lui intervenu à la suite de M. **FALILOU**. Il a notamment réagi à l'interpellation du modérateur sur la question de l'équilibre à trouver dans la tension entre l'oubli du local, caractéristique des phénomènes décrits par M. **FALILOU** et l'excès du local que pourrait révéler les logiques de « patriotisme ethnique » observables dans les pays africains, et dont on sait qu'elles sont sources de fragilisation du vivre ensemble.

Sa réaction a essentiellement reposée sur les postulats suivants :

- Le choix intellectuel d'une posture anticonformiste :

C'est une identité de l'ARGA qui a pris acte de l'échec catastrophique de plusieurs décennies de l'application en Afrique d'une pensée sclérosée calquée sur des modèles inspirés par des réalités sans grand lien avec le contexte africain.

- L'Etat africain postcolonial est un Etat prétentieux :

Revendiquant un monopole exclusif et démesuré dans une couture monolithique sous le slogan : un Etat, un hymne, un territoire, un parti unique, un Chef, cet Etat a prétendu pouvoir nier toutes les diversités des sociétés africaines. Les patriotismes ethniques n'ont été que la revanche du local sur cette centralisation à outrance. Il s'est à cet égard servi de l'exemple de l'ex Zaïre sous la dictature du maréchal MUBUTU. Un pays continent de plus de 2.000.000.000 km² pour relever l'absurdité d'une telle prétention.

- Notre identité nous renvoie en premier vers le local :

Il estime que les références du sujet africain, sont davantage familiales, locales que nationales. Les citoyens n'ont pas encore réussi à construire une véritable identité à l'échelle nationale. Le Local est donc le lieu par excellence de construction d'une citoyenneté qui doit s'élever à l'échelle nationale.

- La gouvernance ne peut pas être un kit qu'on transporte de pays en pays :

En matière juridique par exemple, nonobstant l'existence de principes universels, tels que la protection des libertés et le respect des droits humains, il est de la nature du droit de porter l'emprunte d'une personnalité socioculturelle. Le défi aujourd'hui est d'inventer des choses qui parlent à nos pays. Ainsi le paysan africain, n'est pas prédisposé à comprendre le principe de droit napoléonien selon lequel la terre appartient à celui qui la cultive. Son rapport à la terre n'est pas marchand mais complexe. C'est une articulation de l'usuelle et du sacré. La terre n'est pas un bien marchand c'est un bien sacré. De ce fait, la gouvernance en tant que mode de régulation entre l'homme, sa nature et son environnement ne saurait être un principe aseptisée mais incarné.

- Rien de ce qu'on peut dire de la gouvernance ne nous est étranger :

En matière de sciences politique, l'Afrique a produit des choses. Le premier empire où le soleil ne se couchait jamais ce n'était pas l'empire britannique, mais bel et bien l'empire du Ghana. Un roi installé à KOUMBISSALE (frontière Mauritanie/Mali) capitale de l'empire, pouvait régner sur des portions du territoire situées dans le Tchad actuel. L'organisation sociopolitique de ce grand ensemble reposait donc sur un mode de gestion décentralisé. Le background pour construire du nouveau est donc africain.

On ne peut appréhender la mondialisation sans partir du local : A cet égard, les méfaits de la mondialisation ont un impact très important sur le local.

Des observations et questions ont été formulées par le public constitué pour l'essentiel, de représentants d'associations, de chercheurs et étudiants. En l'occurrence ceux du Master gouvernance et politiques publiques de l'Université catholique d'Afrique centrale. Plusieurs centres d'intérêts son apparus dans leurs interventions : Le rôle des intellectuels, les difficultés à internaliser la démocratie (à l'échelle locale ou nationale), le poids de l'héritage colonial dans les pratiques de l'Etat postcolonial.

Par rapport au rôle des intellectuels :

M. SIDIKI a, reprenant Hamilcar CABRAL, relevé que la crise de l'Afrique est une crise de la pensée. Et à cet égard, depuis les années 70 tout au moins avec la disparition de grandes figures intellectuelles telles KRUMAH, FANON, OSSENDE AFANA, le statut de l'intellectuel en Afrique est problématique. Du fait de leur incapacité à hisser à l'envergure des problèmes actuels du continent.

Par rapport aux difficultés de la démocratisation :

M. **SIDIKI** a de manière générale relevé que ce n'est pas les élections qui font la démocratie. On s'est emparé de la mécanique (suffrage universel, partis politiques etc.) sans en assimiler la philosophie. Récemment en Côte d'Ivoire par exemple, elle a été une mauvaise solution pour un vrai problème en l'occurrence comment recréer le consensus dans un pays divisé.

Par rapport au poids de l'héritage colonial :

La réaction de M.**SIDIKI** a relevée l'extraversion caractéristique du fonctionnement de l'Etat postcolonial. Matérialisée par le pillage des ressources nationales, la culture de rente qu'on résume sous le vocable de corruption. C'est un recyclage de pratiques coloniales dans des conditions postcoloniales. Un Etat absent de la vie et de l'imaginaire des populations lorsque les territoires sont très souvent dépourvus des services sociaux de base.

M. **SIDIKI** a également relevé que cette malheureuse évolution participe aussi d'une régression de l'Afrique au plan sémantique : on est insidieusement passé du concept d'autosuffisance alimentaire à la sécurité alimentaire. Du développement on est passé à la lutte contre l'extrême pauvreté. Traduction d'une absence d'ambition.

Il a enfin invité à recréer du rêve et de l'ambition. Observant que les grandes choses ne peuvent être réalisées que par ceux qui ont rêvé.

M. **FALILOU** a quant à lui, réagi dans cette phase en un propos dont on retient un ensemble d'observations de préoccupations et de propositions :

Les institutions modernes de l'Etat sont construites sur l'hermétisme :

En effet, Les autorités qui incarnent ces institutions sont inaccessibles. Des institutions qui fonctionnent dès lors sur le mode de l'exclusion. A la différence des institutions traditionnelles, dont la logique est l'ouverture et l'inclusion qu'illustre l'usage par exemple pour les détenteurs de l'autorité royale traditionnelle, de s'installer à vue dans l'esplanade de leur palais de manière à se rendre visible et accessible à leur population. Les institutions modernes sont de ce point de vue en décalage avec la personnalité socioculturelle de leur société. L'Etat en Afrique n'a pas de sens parce que les règles et les institutions qui nous gouvernent sont dépourvues de légitimité.

Dans la refondation de la gouvernance la question de l'éthique est centrale :

Plus on a de responsabilité plus on doit être responsable. Cela interpelle les responsables en termes d'éthique et en termes d'exemplarité. A cet égard, on a beau demandé aux citoyens d'être citoyens, aux jeunes de se mobiliser, si le système n'est pas bon c'est beaucoup d'efforts pour rien.

Il nous faut acquérir et conquérir une autonomie de pensée :

Pour ce faire, il nous faut Produire de la connaissance sur nous-mêmes, au lieu que d'autres produisent de la connaissance sur nous. Interroger par exemple ce que nous avons fait dans le passé et qui peut donc être capitalisé pour inventer notre projet de modernité. A cet égard l'Afrique ne doit pas avoir simplement pour ambition de rattraper l'occident qui est déjà dans l'impasse. Nous avons vu comment les exigences de la modernité de l'occident a compromis l'équilibre écologique et environnementale de ce monde. L'histoire enseigne par exemple que les sociétés africaines n'étaient pas dépourvues de Constitutions. Les sociétés africaines n'ont pas existées et se gérer dans la stabilité et répondre aux aspirations des populations si elles n'avaient pas été régulées et organisées efficacement et durablement.

L'ARGA formule des propositions concrètes : En l'occurrence la mise en place du **Groupe Interafricain de Recherche sur les Modes de Gouvernance**. C'est une proposition qui intervient dans le cadre de sa stratégie de refondation de la gouvernance. Les premiers pas ont été posés avec l'Union africaine. Et sur l'ensemble

des questions abordées, l'ARGA a travaillé sur des propositions alternatives et innovantes disponibles sur son site web : <http://www.afrique-gouvernance.net>

Le Directeur Exécutif de l'IGAC, M. Cirille NYECK, invité à prononcer un Mot, a construit son bref propos en interpellant sur la nécessité à laquelle appelle la refondation de la gouvernance : Une éthique de combats appelant à des engagements de combattant pour traduire dans toute sa plénitude, sa passion et son ambition, le rêve dont cet idéal est porteur. Un rêve dont l'IGAC est la matérialisation en Afrique centrale. Et qui entend consolider son effectivité en s'appuyant sur la riche expérience dans la dynamique de l'Alliance dont il est désormais partie intégrante. C'est sur cette note vibrant d'espoir et de satisfaction que ce Café a pris fin. /.

LE RAPPORTEUR DU CAFE

Claude MBOWOU, IGAC